



Finance, pêche, supermarchés... le Brexit malmène l'économie du Royaume-Uni

Paperasse, effets retors... Les entreprises du Royaume-Uni pâtissent fortement de la fin de la période de transition post-Brexit. Finance, pêche, distribution, industrie... De nombreux secteurs sont particulièrement éprouvés !

Formalités, retards... L'économie du Royaume-Uni souffre comme on pouvait s'y attendre des changements liés à la fin de la période de transition post-Brexit ! Entre ralentissement aux points d'entrée notamment le port de Douvres, et réduction des droits d'arrêts à un stop au lieu de trois pour déposer ou prendre des biens à livrer dans l'UE, le secteur des transports voit sa vie compliquée. Les entreprises de logistique essaient de moins dépendre du port de Douvres et en Irlande notamment, elles tentent de contourner le Royaume-Uni et ses complications actuelles, quitte à prendre des chemins plus longs mais qui restent dans l'UE.

Les secteurs les plus touchés par le Brexit pour l'instant sont les produits minéraux et métaux, les machines et équipements électriques, la chimie et les textiles, qui dépendent largement d'importations de produits ou pièces détachées provenant de l'étranger hors UE, et donc soumis à la "règle d'origine". D'après elle, un bien est soumis à un droit de douane s'il est arrivé de l'étranger sur le sol britannique puis réexpédié tel quel vers l'UE.

D'après une fédération de routiers, la chaîne d'approvisionnement en Irlande du nord est "au bord de l'effondrement", confrontés à des retards de livraison liés aux formalités additionnelles, en plus de la règle d'origine et de droits de douane sur certains produits. Les supermarchés "rencontrent des difficultés considérables" pour remplir leurs rayons depuis le 1er janvier et la mise en place de contrôles douaniers, à la fois sanitaires et réglementaires, les



vérifications pour entrer dans l'UE se faisant dorénavant dès la frontière avec le Royaume-Uni. Résultat : l'enseigne de grands magasins Debenhams, déjà en dépôt de bilan, a fermé son site de vente en ligne en Irlande, et la célèbre épicerie fine Fortnum and Mason a suspendu ses livraisons dans l'UE. "Au moins une cinquantaine de nos membres font face à des droits de douane potentiels", reconnaît l'association des commerçants britanniques, le BRC (British Retail Consortium).

Les exportateurs écossais de fruits de mer se disent menacés par le poids de la paperasserie post-Brexit, craignant de voir une partie de leurs produits périssables et destinés au marché européen finir à la poubelle. Les fruits de mer écossais sont principalement exportés vers le nord de la France, d'où ils sont ensuite expédiés vers le reste de l'Europe. Des pêcheurs européens se plaignent de leur côté de contrôles renforcés des garde-côtes britanniques. Conséquence de cette vigilance des autorités britanniques, un chalutier irlandais a été empêché lundi de jeter ses filets au large de l'Écosse.

Cette vigilance peut s'expliquer par la déception des pêcheurs britanniques, qui espéraient "retrouver la jouissance exclusive de leurs mers territoriales", a rappelé à l'AFP le directeur général du comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM), or, "l'accord prévoit que ceux qui ont acquis des droits pourront continuer à pêcher". Certains représentants de pêcheurs en France réclament aussi la réactivation du traité de la Baie de Granville, qui permettait aux pêcheurs européens l'accès aux eaux territoriales de l'île anglo-normande de Jersey, qui refuse pour l'instant.

Tout juste effleurés par le traité commercial post-Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni, les services financiers se retrouvent en situation de "no deal" de facto , rappelle Tej Patel, du cabinet de conseil Capco. Les entreprises de services financiers britanniques, dorénavant privées de leur "passeport" vers l'UE, attendent de recevoir d'hypothétiques équivalences, des



autorisations d'exercice cantonnées à des domaines spécifiques (courtage de dérivés, d'actions, compensation, etc.) et facilement révocables. La Commission européenne ne semble pas près d'en accorder de nouvelles en plus des deux seules déjà octroyées (notamment la compensation de transactions sur les dérivés, opérée en très grande majorité dans la City), et a demandé des "informations supplémentaires" aux autorités britanniques. Face à ce flou juridique à horizon de quelques mois, beaucoup ont décidé de transférer les transactions portant sur les titres d'entreprises européennes vers leurs filiales européennes, d'où une vaste migration estimée par S&P à 6 milliards de livres de fonds dès lundi la semaine dernière.

Liens articles :

<https://www.capital.fr/economie-politique/finance-peche-supermarches-le-brexite-malmene-leconomie-du-royaume-uni-1390620>

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-9132689/Supermarket-shelves-hit-Brexit-port-chaos-staff-shortages-stores-run-low-fruit-veg.html>

